

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARVAL Ouest

La Grand'Lande
44520 Issé

Références : 2025-03577
Code AIOT : 0054400758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SARVAL Ouest implanté La Grand'Lande 44520 Issé. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des plans d'actions en cours depuis 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARVAL Ouest
- La Grand'Lande 44520 Issé
- Code AIOT : 0054400758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de transformation de sous-produits animaux (C3)

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Bonne tenue des abords du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	AUTORISATION IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71	Demande de justificatif à l'exploitant
8	INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.3	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.1.3	Sans objet
3	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.1.2	Sans objet
4	PLAN DES RESEAUX	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.2	Sans objet
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.3	Sans objet
6	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.4	Sans objet
7	PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.1	Sans objet
9	Risques foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Sans objet
10	ODEURS	AP de Mise en Demeure du 30/07/2024, article 1.2.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Déploiements progressifs des plans d'actions sur les thématiques suivantes:

- Nuisances olfactives;
- Risques industriels: incendie, gestion des stockages en lagunes de stockage et de collecte et de rejets des eaux pluviales, suivi et entretien des réseaux et canalisations de transport des eaux, sécurisation et identification des zones à risques, remise en état et suivi des équipements de protection contre la foudre, inondations.
- procédure (en cours) concernant le réexamen du fonctionnement du site (Bref SA).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AUTORISATION IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 réglemente le fonctionnement global de deux établissements IED (Sarval Ouest : 3642-1 et ALVA: 3650). Ces deux entités juridiques et industrielles concernent deux filiales du groupe SARIA, implantées (historiquement) sur le même site, suite à un démembrement des activités industrielles par la reprise d'un fondoir de graisse animale (ALVA). A ce jour, le fonctionnement de ces activités est connexe et inchangé depuis la dernière enquête publique. Cette mutualisation des fonctions de l'usine, spécifique au fonctionnement des activités d' ALVA et de SARVAL, concerne : - le pré-traitement et le traitement commun des effluents (3710) , - le partage des installations de production d'énergies et d'eau nécessaires au fonctionnement des deux process. Certains équipements relèvent toutefois, d'un fonctionnement (et d'un suivi individuel car distinctes de chacun des process SARVAL /ALVA) : traitement des émissions odorantes. Les deux dossiers (réexamen IED et rapport de base) sont transmis en décembre 2024 par le groupe SARIA industrie et concernent le fonctionnement global des deux installations sur le même site. Il est à noter l'absence de demande :

<ul style="list-style-type: none"> - de dérogation sur le respect des NEA-MTD ; - d'aménagement (NPEA-MTD) ; - l'absence de demande d'actualisation des prescriptions en vigueur (VLE <p>Suite aux modifications de la nomenclature des IC par décret du 3 juillet 2025, le classement de SARVAL-OUEST relève aujourd'hui de la rubrique IED (3650), compte tenu de l'antériorité de ses activités.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p><u>Évolutions du classement des activités SARVAL-OUEST:</u> => <u>clarifier le classement de SARVAL-OUEST (rubriques 3XXX):</u> La transposition des dispositions ministérielles relatives au fonctionnement du site IED relève de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 juillet 2025 relatif au suivi des émissions du fonctionnement cumulé des deux établissements <u>sur le même site</u>;</p> <p><u>Dossier de réexamen à compléter:</u> Compte tenu de la complexité des installations sur le site, la transmission d'un avant projet d'inventaire des flux entrants et sortants (MTD2) doit être réalisée, afin de clarifier les points suivants : - la clarification des niveaux d'activité et les ressources utilisées sur chaque établissement (Tableau 7) - les consommations (d'eau, d'énergie) et la répartition des utilisations entre les deux établissements (points II et III), localiser <u>sur un plan</u> les points clés de sortie et de mesure (ou d'entrée) ; - les informations concernant le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux (points IV), - indiquer sur un plan la localisation des points de suivi (en relation avec les éléments démontrés par le dossier de réexamen) ; - les informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents gazeux (points V) ainsi que la localisation des points d'émissions.</p> <p>Ces éléments sont nécessaires afin de : - définir les NEA-MTD applicables et la surveillance associée (de chaque établissement) ; - clarifier les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, gazeux et la consommation et l'utilisation d'eau de chaque établissement.</p> <p>Autres éléments à préciser : Préciser la date de dernière MAJ de l'étude des dangers (point 7.2 b du dossier de réexamen).</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 2 mois</p>

N° 2 : Classement de l'établissement

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.1.3
<i>Thème(s) :</i> Situation administrative, Activités en fonctionnement sur l'établissement
<i>Prescription contrôlée :</i>

Activités autorisées sur l'établissement :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE

Constats :

Fonctionnement modifié ou renforcé sur SARVAL OUEST depuis 2017:

- 2023 : Rubrique 2910 (diminution des puissances des équipements) ;
- 2022 : Installation d'une TAR (Puissance: 2033KW) sur le nouveau process de séchage du sang (2022);
- RSDE mise en place d'un suivi de certains micro-polluants sous la responsabilité de l'exploitant (fréquences des analyses trimestrielles et annuelles).

Incertitude des puissances des équipements de combustion en fonctionnement, au regard des documents rapportés suivants:

- Prise d'acte du 9 février 2023: (rubrique 2910: puissance thermique nominale des équipements, par installation de combustion);
- Puissance des équipements (émissions dans l'air) GEREP : campagne 2024 déclarées par l'exploitant;
- Puissance utile précisée dans les rapport de suivi des émissions: N°131881302501R001, 131881302502R001, 134250972501R001.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rubrique 2910:

=> Classement des installations de la rubrique 2910: (Clarification puissance utile / nominale de chaque équipement et installation de combustion en fonctionnement)

- chaudières vapeurs: n°1
- sécheur ligne sang: n°2
- confirmation des combustibles potentiels et du suivi des émissions associées selon des dispositions de l'AM du 3 août 2018 modifié (VLE...);
- justification des puissances calorifique totale inférieures à 20 MW en fonctionnement, suite aux modifications apportées en 2023;

Rubrique 2921-2 (Tour aéro-réfrigération classée en déclaration):

=> Confirmation du maintien du fonctionnement de l'équipement suite à l'abandon du process

RSDE: confirmation du suivi des micropolluants par l'exploitant depuis 2022, (suivis trimestriels et annuels):

CHCl3 (1135): Trimestrielle
Pb (1382): Trimestrielle
Zn (1383): Trimestrielle
Ni (1386): Trimestrielle

Cr (1389): : Trimestrielle
Cu (1392): : Trimestrielle
Ac. CAcétq (1465): : Trimestrielle
IHyd+IHydV (7009): Trimestrielle
N.Oxydé (1038): Annuelle
AOX (1106): Annuelle
Sels diss. (1323): Annuelle
T. daphnie (1356): Annuelle
As (1369): Annuelle
Hg (1387): Annuelle
Cd (1388): Annuelle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Réalisation par l'exploitant de nouvelles consignes de sécurité suite aux derniers incidents en 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis 2024, reprise du suivi QHSE de VALDIS par l'équipe de SARVAL : réalisation conjointe d'une procédure sur le risque inondation : cellule de crise commune (moyens techniques et humains) en cas d'inondation <p>Fonctionnement spécifique SARVAL-OUEST et actualisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des consignes de suivi des rejets des eaux pluviales;

<ul style="list-style-type: none"> - du PER (suite au début d'incendie du 14 juillet 2024); - des consignes de sécurité du livret d'accueil pour les nouveaux arrivants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PLAN DES RESEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de déconnexion, l'implantation des systèmes de déconnexion ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Mise à jour du plan des canalisations (Eau pluviales et usées) depuis le mois de septembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p>
<p>Constats :</p> <p>Mise en place d'un plan d'actions pluriannuel de surveillance et d'entretien (curage).</p> <p>Extention du réseau de collecte des lixiviats vers la STEP dans la zone de stockage des bennes contenant les boues.</p> <p>Renforcement des berges des lagunes (suite aux intempéries 2024).</p>

Raccordements STEP (à l'extérieur du local de traitement des boues) : canalisation défectueuse, mise en place d'un by-pass provisoire, remise en état en cours, absence de fuite constatée le jour de l'inspection.
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> Achèvement des réparations en cours sur la canalisation défectueuse. Réalisation du plan d'entretien de l'ensemble des réseaux de l'usine.
<i>Type de suites proposées :</i> Sans suite

N° 6 : Collecte des effluents liquides

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.4
<i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<i>Prescription contrôlée :</i> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<i>Constats :</i> Réalisation des aménagements concernant la gestion des trop pleins des lagunes (plan d'actions proposé en 2024) : remplacement d'une canalisation existante par canalisation de plus grand diamètre, mise en place de vanne de coupure. Les nouveaux aménagements sont destinés à limiter les rejets d'effluents par le réseau des eaux pluviales lors de fortes intempéries. Nouvelle procédure (interne) d'autocontrôles de suivi des paramètres qualitatifs des eaux pluviales en provenance de VALDIS avant leur prise en charge par SARVAL, suite aux incidents signalés en 2024. Mise en place d'une vidéosurveillance des rejets des eaux pluviales (sortie SARVAL).
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
<i>Type de suites proposées :</i> Sans suite

N° 7 : PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.1
<i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, Principes directeurs
<i>Prescription contrôlée :</i> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa res-

<p>ponsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au début d'incendie dans la gaine de la ligne de séchage des farines, modification et suppression de canalisations (bras morts) à l'origine de la cause du sinistre et faciliter l'inspection périodique des canalisations en activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – Mise à la terre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Identification des zones à risques dans les locaux toujours insuffisante, selon les éléments indiqués rapport DEKRA Industrial - n° 132879342501R001 - Vérification réalisée le 02/06/2025 au 06/06/2025 (Page 3/21): "absence de vérification de l'adéquation des matériels électriques aux différentes zones à risques d'explosion, <u>en l'absence de détermination de ces zones</u>, telle que demandée par l'article R.4227-50 du Code du travail. La vérification n'a ainsi porté que sur l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion".</p>

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
<p>Procéder à l'identification précise des zones à risques dans les ateliers de production, de stockage, de maintenance ... afin faciliter la vérification des installations électriques.</p> <p>S'assurer de l'adéquation lors du prochain contrôle des installations électriques. (cf étude A2SE CONSEIL réalisée en 2019).</p>
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 6 mois

N° 9 : Risques foudre

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
<i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<i>Prescription contrôlée :</i> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 « relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ».</p>
<i>Constats :</i> <p>Les dispositions relatives à la protection contre la foudre sont applicables aux installations classées visées par les rubriques suivantes (1435, 2910,2750, et 4510), dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement au fonctionnement de l'établissement.</p> <p>Dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la Foudre: N°132879462201R001 en date du 04/10/2022 (avec observations).</p> <p>- Plan d'actions toujours en cours de l'année 2025, suite aux non conformités relevées en 2024.</p>
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> <p>Suite à la réalisation d'un premier diagnostic des installations de protection contre la Foudre en 2022, un plan d'actions <u>est en cours</u> jusqu'en fin d'année 2025.</p> <p><u>Documents à transmettre par l'exploitant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - dernière vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent ; - dernier état complet de vérification des dispositifs de protection contre la foudre des installations (tous les deux ans) par un organisme compétent - MAJ de l'ERF réalisée en 2023, par un organisme accrédité; - transmission des actions-correctives réalisées (et planifiées) en 2025; - transmission du report (éventuel) des actions correctives non réalisées à ce jour et planifiées sur l'année 2026.
<i>Type de suites proposées :</i> Sans suite

N° 10 : ODEURS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2024, article 1.2.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral 2024/ICPE/238
Prescription contrôlée : respect des dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juillet 2024
Constats : Suite à la transmission du plan d'actions et publication de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2024/ICPE/238 du 30 juillet 2024, afin de respecter les dispositions du chapitre 4.2 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2024, l'exploitant a procédé à la réalisation du plan d'actions concernant : <u>Article 2 :</u> - reprise de l'étanchéité du bâtiment et étanchéification des liaisons entre les translucides et bardages (paroi est, côté bureaux) réalisée par deux fois suite aux premiers tests fumigènes <u>Article 3 :</u> - transmission d'un plan d'actions de solutions techniques (après expertise et analyse des coûts) sur la mise en place d'un plan d'actions pour limiter les émissions olfactives en provenance de la station de traitement des eaux industrielles - mise en place d'une solution technique au niveau de la station de traitement (By pass bassin anoxie) - réalisation des mesures d'odeurs - en attente des résultats des mesures d'odeurs réalisées et de la modélisation des émissions par la transmission d'une étude de dispersion actualisée des émissions canalisées, traitées et des rejets diffus permettant de vérifier l'efficacité du plan d'actions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmission des résultats concernant les mesures d'odeur réalisées en 2025 complétés par la modélisation actualisée des émissions d'odeurs (canalisées ,traitées et des rejets diffus) suite à la mise en oeuvre du plan d'actions. => Emissions SARVAL-OUEST et ALVA ; => Emissions SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS.
Type de suites proposées : Sans suite